

	CFP Quimper 3 bd du Finistère CS 29107 Quimper solidairesfinancespubliques.ddfip29@ dgfip.finances.gouv.fr	
Compte rendu du Comité Social d'Administration Local du 13 octobre 2025		

Dans sa déclaration liminaire, **Solidaires Finances Publiques** est revenue sur la période d'instabilité politique, les inégalités qui ne cessent de croître, et les craintes face au futur budget 2026, qui risque d'être désastreux pour les citoyen.es, les précaires, mais aussi pour la Fonction publique, les services publics et les fonctionnaires...

Notre déclaration liminaire est visible dans son intégralité sous le lien suivant:

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/290/files/290/documents/CSA/CSAL_13-10-2025_-D%C3%A9claration_liminaire.pdf

Points pour information

1) Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) 2024

Face aux données brutes de la direction (en gras) , nous avons réagi en apportant notre propre analyse et nos critiques:

- Le nombre de fiches de prévention du risque psychosocial remontées à l'assistant de prévention augmente (↗) de 19 à 23

La direction rappelle l'importance de rédiger une fiche de signalement au moindre incident (injuries...), le mot d'ordre étant la tolérance zéro.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, il ne faut pas banaliser la violence en effet et utiliser l'outil qu'est la fiche de signalement. Nous faisons la remarque que le chiffre des conflits entre collègues est nul en 2024, alors qu'il va exploser en 2025 (agents vs agents ou vs hiérarchie).

Analyse des indicateurs du TBVS

Retour sur quelques indicateurs socles du TBVS:

- Le taux de couverture des emplois diminue (↘) de 89 à 87,69%
« en raison des départs en retraite, des ruptures conventionnelles, et des détachements en lien avec la date du mouvement de mutation au 01/09/2024 ».

Solidaires Finances Publiques demande des détails.

La direction répond qu'il y a eu un détachement en 2024; elle communiquera sur le nombre de ruptures conventionnelles ultérieurement (1 ou 2), mais indique que le problème, c'est les départs en cours d'année.

S'appuyant sur le PV du CSAL du 18/6/2024, **Solidaires Finances Publiques** fait remarquer que ce document précisait qu'après le mouvement de mutation national « certains emplois ont dû être gelés, compte tenu des zones plus ou moins attractives ».

Solidaires Finances Publiques demande à la la direction le nombre de contractuel.les, donnée factuelle qui lui permet de compenser en partie les vacances de postes.

La direction répond: en 2025 il y a eu 5 embauches sur le grade C, 5 sur le grade B, 1 contrat pacte, 6 apprentis, 3 services civiques, 1 contractuel.le en situation de handicap, 3 pour le grade C (idem en 2024)

Les chiffres sont conformes à ceux de l'interrégion ; le recrutement de contractuel.es (hors celui des agent.es en situation de handicap) a lieu en 3 vagues:

- pour répondre à certaines situations
- pour pallier les vacances d'emplois suite à mouvement,
- s'il existe un reliquat de crédit

- Le nombre de périodes de congés maladie de courte durée inférieure ou égale à 5 jours diminue (↘) de 617 à 536-
Pour la direction, cette donnée est « dans la moyenne nationale, difficilement interprétable », et correspond à 0,5 jours par agent sur une année.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, la journée de carence et la ponction de 10 % sur les IJM dissuadent certain.es agent.es à déposer des arrêts maladie de courte durée.

Les gouvernements devraient s'appuyer un peu plus sur ces données chiffrées, au lieu de marteler que les fonctionnaires abusent des arrêts maladie!

- **Le nombre de jours de congés annuels et/ou ARTT mis en compte épargne temps augmente (↗) de 4 394 à 5 097** «

Pour **Solidaires Finances Publiques**, cela peut s'expliquer par le fait qu'en 2024, pour faire face difficultés liées à l'organisation des JO de Paris, la DGFIP avait augmenté de 10 jours le plafond des jours de CET.

Il ne faut pas minimiser non plus la charge de travail qui augmente et freine la prise de congés.

- **Le taux de rotation des agents augmente (↗) de 11,08 % à 11,74 %**

Pour la direction, cette hausse peut traduire la volonté des agent.es de changer de service.

Solidaires Finances Publiques considère que les cas de management toxique ne sont pas étrangers à cette hausse, et souligne également la particularité du Finistère qui comprend 2 centres de contact, où certain.es sont affectées d'office et en repartent dès que possible.

Indicateurs complémentaires du TBVS:

- **Le taux d'absentéisme pour maladie diminue(↘) de 5,59 % à 3,67 %**

Là encore, **Solidaires Finances Publiques** déplore l'absence totale d'analyse de la Direction. La baisse est sensible alors que les cas de mal-être augmentent...

Notre OS pointe une nouvelle fois du doigt l'absence de distinction entre les congés de maladie ordinaire, de longue maladie et ceux de longue durée, et demande que soit communiqué le taux de reprise suite à un arrêt de travail dans le département. La direction s'engage à satisfaire ces deux demandes l'année prochaine.

- **Le nombre d'emplois non pourvus augmente (↗) de 54 à 80 %**

« Les arrivées de septembre n'ont pas permis de combler toutes les vacances d'emploi notamment liées aux départs (mutation, retraites et ruptures conventionnelles). »

Solidaires Finances Publiques revient sur les gels de postes par la direction...

- **Le nombre de maladies professionnelles augmente (↗) de 0 à 1**

« 1 seul dossier est actuellement à l'étude »

Solidaires Finances Publiques demande si la cause est d'ordre physique ou mentale. Elle est physique dans le cas évoqué, la reconnaissance de maladie professionnelle ayant été établie en 2025.

Le chiffre est faible, mais nous savons combien la procédure est méconnue, longue et l'issue incertaine, de nature à en décourager plus d'un.e!

Les points d'alerte sur certains services

60 % des signalements de violences externes concernent les SIP. Et dans ces services, le nombre d'arrêts maladie de courte durée est surreprésenté, ainsi que le nombre d'écroulements.

La moyenne d'âge des agents du département est de 50 ans, plus de 60 % des agents sont au-dessus de la moyenne d'âge.

Les services particulièrement concernés par l'indicateur « écroulement » sont les services de direction, les SIE, SIP et SPFE de Quimper, les SGC de Rosporden, Morlaix et Châteaulin.

La Trésorerie de Quimper CH est un service détecté comme « potentiellement en difficulté »

Solidaires Finances Publiques déplore que ce document ne livre que des chiffres bruts, sans aucune analyse, pourtant nécessaire pour trouver des solutions!!!

2) Rapport d'activité 2024

Solidaires Finances Publiques demande quel est le nombre d'emplois à la DDFIP 29: 1010 en 2024 (1013 en 2023), selon le Tagerfip.

Les organisations syndicales font observer que le document ne mentionne pas les avancées obtenues grâce à elles, en instance ou autre. La direction en convient.

Solidaires Finances Publiques demande s'il faut se préparer à un nouveau NRP dans les mois à venir après les réorganisations (SIP et SIE « de demain »), ce que dément formellement la direction. L'avenir nous dira si elle dit vrai (ou pas!)

Pour la menace qui pèse sur le CFP de Quimperlé, la direction répond qu'il n'est pas question de le supprimer. Elle mène une réflexion avec la gendarmerie pour l'installer au sein de bâtiment, devant aboutir à une répartition des surfaces acceptable.

Solitaires Finances Publiques souhaite connaître les chiffres en matière de remontées de taxe d'urbanisme.

La direction répond qu'ils sont en baisse, pour 2 raisons : la date d'exigibilité de la taxe n'est plus liée à l'achèvement des travaux, et on assiste depuis 2-3 ans à une forte baisse des autorisations de construire délivrées (- 40% dans le 29)

Entre 2023 et 2024, la baisse de titres émis a atteint 50% au plan national, 24% pour le Finistère. Un gros rattrapage est attendu pour la fin 2025, la DG devant renvoyer des titres bloqués.

Solitaires Finances Publiques revient sur les difficultés liées à l'application SURF, puis demande des précisions sur la mise en place du CFU (Compte Financier Unique) dans le département, la 1ère campagne de déploiement au plan national ayant connu quelques ratés, notamment pour les petites collectivités, le transfert des documents budgétaires devant se faire de manière dématérialisée.

Pour la direction, la mise en place du CFU s'est déroulée sans difficulté.

S'agissant du volet Ecoresponsabilité, notre organisation déplore le satisfecit de la direction quant à l'installation de bornes électriques sur plusieurs sites du département, alors qu'elles ne servent qu'aux véhicules de service: les agent.es ne peuvent les utiliser pour recharger leurs véhicules personnels, même moyennant un abonnement payant.

La direction répond que l'accès aux recharges électriques, constitutif d'un avantage en nature, est interdit aux personnels, et que l'installation de bornes qui leur seraient réservées coûterait trop cher...

La direction envisage de mettre à la disposition des conseillers aux décideurs locaux un véhicule de service stationné sur le parking de Ty Nay, qui dispose de 2 bornes inutilisées.

3) Bilan de la campagne déclarative 2025

Selon la direction, il y a eu peu de flux, suite au peu de modifications fiscales.

Les SIP ont renforcé l'accueil départemental, sachant que des créneaux de rendez-vous avaient été élargis.

On a enregistré une baisse de rendez-vous physiques et d'appels téléphoniques, mais une hausse des aprdv.

Relevant une marge de progrès pour le téléphone, des points ont donc été apportés pour la campagne des avis, qui ont déjà porté leurs fruits.

Le nombre de déclarations papiers s'élève à 10,5%, contre 12% en 2024.

La campagne qui a démarré assez vite et de manière plus linéaire.

En cas de baisse du nombre d'appels, le centre de contact de Brest vient en soutien d'autres services comme le SIP ou le SDIF. Il a ainsi traité des demandes par e-contact du SDIF, ou dernièrement les demandes de comptes ficoba.

Solitaires Finances Publiques mentionne le dernier article concernant les constatations de la défenseure des droits, selon lequel les services publics ont besoin d'un accueil, si possible physique!

La direction cite une mission sénatoriale sur l'accueil du public, qui conclut que la DGFIP est à un bon niveau.

4) Modalités d'accueil sur rendez-vous pendant la campagne des avis

Selon la direction, les demandes de rv physiques sont suivies automatiquement d'un contre-appel, et dans plus de la moitié des cas, la solution est apportée dans le contre-appel.

L'idée est donc de proposer des créneaux d'accueil non plus physiques mais téléphoniques, comme cela a été expérimenté au CFP de Quimperlé.

Cela permet d'éviter que les personnes se déplacent si la réponse peut être apportée par téléphone, et de conserver des créneaux libres pour des rv physiques.

La direction considère améliorer ainsi sa façon d'accompagner l'usager.

Pour **Solitaires Finances Publiques**, c'est la DGFIP qui a éloigné les usagers des centres des finances publiques, depuis le NRP. Si des accueils ont été aménagés (France services...), c'est pour palier au rallongement des distances, les usagers privilégiant toujours l'accueil physique, dans la mesure où une question en amène souvent une autre!

5) Transfert de la gestion du TPE du SGC de Rosporden au SAD de Rosporden

Sur le 1er semestre 2025, il y a eu 813 encaissements par CB au SGC de Rosporden, contre 793 en 2024.

Au niveau du SAD de Rosporden, l'accueil des usagers est assuré par un agent affecté sur le poste depuis le 1er septembre 2025, et dont le remplacement en période de congés sera assuré par un EDR.

La direction a décidé que l'agent du SAD assurera la transaction CB et la récupération des pièces justificatives, la saisie dans DEMETER et celle dans les applications métiers et comptables restant prises en charge par le SGC.

➤ Points divers

- La direction répond à la demande de **Solitaires Finances Publiques**, qui avait demandé un bilan du mouvement local des A au choix :

26 fiches ont été publiées, 87 candidatures déposées par 34 candidat.es différents, 13 entrées extérieures.
 51 entretiens ont été organisés avec un responsable RH et parfois le responsable du service concerné, afin de déterminer « le potentiel de l'agent.e à exercer la mission ».
 Un entretien n'a pas toujours été nécessaire quand le dossier était assez parlant pour retenir -ou pas- une candidature.
 La direction n'a pas eu de retours de personnes qui contesteraient le fait de ne pas avoir obtenu le poste qu'elles souhaitaient.
 Elle-même n'a pas fait de retours à 2 personnes.
 Une seule affectation d'office a été décidée à la Trésorerie amendes de Concarneau par la direction, puis abandonnée.

Les organisations syndicales ont rappelé leur opposition à l'affectation au choix, qui engendre une mise en concurrence des collègues et remet en cause les priorités légales.

Solidaires Finances Publiques indique qu'un groupe de travail sur ce sujet doit se tenir à la DG fin novembre, et que certaines directions n'ont pas respecté les règles.

Solidaires Finances Publiques a déploré que chaque direction procède comme elle veut, selon le « fait du prince ou de la princesse », et fait part du risque que l'affectation au choix soit généralisée à tous les cadres, générant au passage une belle surcharge de travail pour les services RH, déjà exangues (ne parlons même pas d'une éventuelle suppression du mouvement d'affectation national...)

Notre organisation a évoqué la « gen Z », génération qui a une approche différente du monde du travail, et ne veut pas faire le même travail pendant toute sa vie active. Cette génération arrive dans nos services et il faudra tenir compte de ses attentes, tout en préservant celles des autres tranches d'âge... Un véritable défi !!

Nous avons aussi parlé du risque de perte de motivation pour les collègues non recrutés alors qu'ils veulent changer de service. Certes la règle de l'ancienneté a ses limites, mais elle reste la moins injuste!

- **Solidaires Finances Publiques** a abordé le sujet de la **PSC**, et demandé à la direction si elle avait pensé à informer les collègues en arrêt maladie prolongé. Visiblement non...

Nous avons indiqué être submergés de questions de la part de nos collègues: les délais pour résilier et s'affilier sont très courts et les informations floues, voire contradictoires.

- Les recrutements pour la gestion du site de Châteaulin, sont en cours. La direction a reçu 16 candidatures, les entretiens étant prévus le 16 octobre.

Le problème est que la fiche publiée évoque un poste administratif, alors qu'il s'agit d'un poste technique.

- Il a été demandé aux collègues du SDIF de ne plus poser de congés pendant la campagne de taxe foncière, alors que certains privilégient cette période post estivale. La direction n'était pas au courant de cette initiative.

Pour toute question, remontée..., n'hésite pas à contacter les élu.es de **Solidaires Finances Publiques**:

Titulaires			Suppléant.es		
BACHEROT Sylvie	PCRP Quimper	02 98 98 54 10 06 70 86 51 06	LE MESTRE Sandra	SIP Brest	02 98 00 30 42
HAMON Béatrice	SDIF Quimper	02 98 10 33 63	PENNEC Nicolas	SPFE Quimper	02 98 65 11 20
PARENT Rudy	PCRP Quimper	02 98 98 54 09	LE BRIS Anne-Sophie	SIE Morlaix	02 98 88 91 96
LICHOU Jacques	Direction BIL	02 98 00 91 00	BEUF Jérôme	SIP Brest	02 98 00 30 07